

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 25 JANVIER 2013

AFFAIRE SUIVIE PAR : Catherine REVOL
☎ : 04.56.59.49.76
📠 : 04.56.59.49.96

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° 2013 025-0033

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et ses articles L.513-1 et R.512-31 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de la société OSIRIS GIE sur la plate-forme chimique de Roussillon dont l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011038-0020 du 7 février 2011 ;

VU l'étude technico-économique remise par la société OSIRIS GIE à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, du 7 novembre 2012 ;

VU la lettre du 10 décembre 2012, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 20 décembre 2012 ;

VU la lettre du 28 décembre 2012, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

VU le courrier de réponse de l'exploitant en date du 9 janvier 2013 ;

VU la réponse de l'inspection des installations classées en date du 21 janvier 2013 ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour le tableau de classement des installations exploitées par la société OSIRIS GIE sur le site de la plate-forme chimique de Roussillon suite à la remise de l'étude technico-économique ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article R.512-31 du Livre V, titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société OSIRIS GIE, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} – La société OSIRIS GIE est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires **ci-indiquées** relatives à l'exploitation de son établissement situé sur la plate-forme chimique de Roussillon.

L'article premier de l'arrêté préfectoral n° 2011 038-0020 du 07 février 2011 est remplacé par l'article premier suivant :

Article premier

1-La société OSIRIS GIE, dont le siège social est situé Rue Gaston Monmousseau – ROUSSILLON - CS 50032 - 38556 Saint Maurice l'Exil, est autorisée à exploiter, sur le territoire des communes de Roussillon, Salaise-sur-Sanne et Péage de Roussillon, dans l'enceinte de son établissement de Roussillon, les installations suivantes :

RUBRIQUE DE LA NOMEN- CLATURE	DESIGNATION DES ACTIVITES	UNITE(*)	VOLUME DES ACTIVITES	Régime	LOCAL SUR LE PLAN
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Bât 25	20 t	A	FG16
1131-2b	Stockage de substances toxiques	Bât. 557	40 t	A	E23
1180-1	Transformateurs au PCB – Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produit. Liste en annexe 11 (9 transformateurs imprégnés entre 50 ppm et 500 ppm)		10 481 l	A	Voir annexe 11

1432-2a	Stockage de liquides inflammables		Céq = 853 m³	A	
	* liquides peu inflammables (fioul lourd BTS et graisses animales): - réservoir R 93 (5400 m ³) - réservoir R7012 (150 m ³)	ST	4500 m ³ 150 m ³		G18 G13
	* liquides inflammables de 1 ^{ère} cat.	Labo	10 m ³		F12
		Bât. 25	40 m ³		FG16
		Bât. 557	170 m ³		E23
		STEP	290 m ³ (NB)		
		Bât. 557	165 m ³		E23
		STEP	290 m ³ (NB)		
1434-2	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation : (1)Dépotage fioul R7012 (2) (3)Dépotage effluents tiers station Trèfle			A	
1520-1	Dépôt de charbon		1600 t	A	G11
1611-2	Stockage d'acide chlorhydrique	GEEF	60 t	D	H12
1630	Emploi ou stockage de lessive de soude :	total	135t	D	
	<ul style="list-style-type: none"> R20100 (30%) R90300 (27%) 	GEEF STEP	60t 75t		H12 I21
1715-1°	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de)	Total	Q = 56,3.10⁴	A	
		bâtiment E49 local d'entreposage	Q = 56,3.10 ⁴		E15-E16
2910-A1	Installation de combustion	Total	446,9 MW dont 77,2 MW secours	A	G12-13-14
	* chaudière n°1 - CNIM (fioul lourd, gaz naturel)				
	* chaudière n°3 - DTI – (charbon) * chaudière n°4 - BABCOCK (gaz naturel) - secours * chaudière n°5 - BABCOCK (gaz naturel) - secours * chaudière n°6 - STEIN et ROUBAIX (charbon)	CC	61,3 MW 89,7 MW (38,6 MW) (38,6 MW) 45 MW		
	* turbine à gaz (gaz naturel) - TAG * chaudière post-combustion TAG		116,9 MW 56,8 MW		
2560-2	Travail mécanique des métaux	SM	114 kW	D	E11

2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles pouvant traiter au maximum 10 t/j de DCO	STEP	2880 m ³ /j Effluents tiers autorisés : 150m ³ /jour avec une teneur en DCO de 3t/j , et 800t/an	A	J20-21
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	SM	18 kW	NC classé	E14-15-16

NB : La somme des volumes de liquides inflammables de 1^{ère} et de 2^{ème} catégories entreposés à la STEP (réservoirs + dépotage) est limitée à 290m³

2 - Les installations citées au paragraphe 1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation du site présenté en **ANNEXE 7**.

3 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1 ci-dessus. Pour ces installations, les prescriptions des arrêtés types correspondants qui ne sont pas contraires à celles du présent arrêté s'appliquent.

4 - L'autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et aux conditions des différents dossiers de demande d'autorisation de l'exploitant.

5 - Dans le présent arrêté, on entend par :

Site: surface délimitée par le périmètre représenté sur le plan de masse figurant en **ANNEXE 7**.

Plate-forme : ensemble constitué par les sites des Roches et de Roussillon.

Exploitant : personne morale destinataire de l'autorisation d'exploiter l'établissement et d'en réaliser son commerce, en l'occurrence OSIRIS GIE.

Etablissement : ensemble des zones placées sous le contrôle d'un exploitant, l'établissement pouvant comprendre une ou plusieurs installations.

Installation : unité technique de l'établissement où des substances et/ou préparations sont produites, manipulées, stockées ou transportées.

Elle comprend tous les équipements, structures, canalisations, machines, outils, embranchements ferroviaires particuliers, quais de chargement et de déchargement nécessaires pour le fonctionnement de l'installation et dont la responsabilité revient à l'exploitant.

6 - Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

7 - Le présent arrêté tient lieu d'autorisation au sens de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique, pour les activités nucléaires mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Radionucléide	Activité maximale (Bq)	Type de source	Type d'utilisation	Lieu d'utilisation et / ou de stockage
CO60 et Cs137	56 300MBq	Source scellée		Local de stockage

8 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet. »

ARTICLE 2

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- Avant le 31 janvier 2013 : la solution technique retenue pour traiter le NOx sur la chaudière 3 ainsi que l'échéancier de mise en œuvre
- Avant le 30 juin 2014 : la solution technique retenue pour traiter le SOx sur la chaudière 3 ainsi que l'échéancier de mise en œuvre
- Avant le 31 décembre 2014 : la solution technique retenue pour traiter les poussières sur la chaudière 6 ainsi que l'échéancier de mise en œuvre

ARTICLE 3

Il est inséré après le point 3.10.3 de l'article 2 chapitre 3.10 contrôles dans l'environnement de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 7 février 2011 le point 3.10.4 suivant :

« 3.10.4 - Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant doit assurer une surveillance initiale dans l'environnement de son site, suivant les modalités décrites ci-après :

Surveillance dans l'air ambiant sur au moins 3 points de mesure :

- point Rmax de l'étude de l'impact sur la qualité de l'air et la santé des émissions atmosphériques de la centrale thermique (version mars 2010 complétée juin 2010)
- aval chaufferie
- hors zone d'influence

Paramètres	Fréquence	Méthode de référence
SO2	4 mesures trimestrielles	Les méthodes de prélèvement et d'analyses à mettre en œuvre sont celles qui sont mises en œuvre dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air en application de l'article 8 de l'arrêté du 17 mars 2003 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et de l'information du public
NO2	pendant une période de	
Poussières totales dont : - Poussières PM10 - Poussières PM2.5 (y compris la fraction volatile)	15 jours	

Le laboratoire d'analyses, s'il n'est pas agréé à cet effet, doit être choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmettra le cahier des charges du plan de surveillance environnementale (plan et description des différents points de prélèvements et mesures, modalités de prélèvements, type et fréquence des mesures et analyses, ...) pour approbation à l'inspection des installations classées. Ce cahier des charges pourra être modifié ou complété pour prendre en compte les résultats des campagnes antérieures ou les évolutions de l'environnement du site.

La première campagne de mesure aura lieu en avril 2013.

L'exploitant enregistrera les données météorologiques ainsi que les flux de polluants émis par ses installations sur la durée de chaque campagne. »

ARTICLE 4

Le point 3.7.2.2 « intervalle de confiance » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 7 février 2011 est remplacé à partir du 1^{er} janvier 2014 par le paragraphe suivant :

« 3.7.2.2 – Intervalles de confiance :

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

CO : 10%

SO₂ : 20%

NO_x : 20%

Poussières : 30% »

ARTICLE 5

Le point 3.7.2.3 « périodes de mesure » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 07 février 2011 est complété à partir du 01-01-2014 par le paragraphe suivant :

« 3.7.2.3 – périodes de mesure :

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95% indiquée à l'article 4.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

ARTICLE 6

Le point 3.7.2.5 « mesures en continu » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 7 février 2011 est remplacé à partir du 1^{er} janvier 2014 par le paragraphe suivant :

« 3.7.2.5 – Mesures en continu :

les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

a) aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté ;

b) aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté ;

c) 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 7

Le point 3.7.3.2 « mesures en continu – règle de respect des VLE » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 7 février 2011 est remplacé à partir du 1^{er} janvier 2014 par le paragraphe suivant :

« 3.7.3.2 – Mesures en continu – règle de respect des VLE :

les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- a) aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté ;
- b) aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté ;
- c) 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 8

L'exploitant mettra à jour l'étude de l'impact sur la qualité de l'air et la santé des émissions atmosphériques de la centrale thermique (version mars 2010 complétée juin 2010) en prenant en considération les nouveaux flux fixés dans le présent arrêté et les résultats des campagnes de mesures dans l'environnement pour le 31 décembre 2014.

ARTICLE 9

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 7 février 2011 est abrogée et remplacée par l'annexe 1 suivante :

ANNEXE – 1

A. – CHAUDIERES

L'appel de la fourniture de vapeur de la plate-forme chimique de Roussillon se fera selon l'ordre de priorité suivant :

- la chaudière biomasse Robin de TERIS, la chaudière DTI n°3 d'Osiris, les sous producteurs de vapeur (TAG, ANK, TREDI et autres) seront utilisés en priorité ;
- la chaudière SR n°6 et la chaudière CNIM n°1 d'Osiris fourniront les besoins complémentaires au bon fonctionnement de la plate-forme

A.1 – chaudière 1 fonctionnement au gaz naturel :

A.1.1 – préambule

La chaudière 1 fonctionne exclusivement au gaz.

L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission en SO₂, NO_x et poussières prévues au chapitre A.1.3 de cette annexe dans le cas où cette installation de combustion qui n'utilise que du combustible gazeux doit exceptionnellement avoir recours à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz. Il en informe immédiatement le préfet.

Dans le cas où l'exploitant souhaite utiliser le fuel lourd n°2 alors qu'il n'y a pas d'interruption de l'approvisionnement en gaz, les valeurs limites du chapitre A.1.3 sont applicables.

A.1.2 - chaudière 1 fonctionnement au gaz naturel :

	NO _x	SO _x	Poussières	CO
Concentrations applicables jusqu'au 31-12-2015	225 mg/Nm ³	35 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
Flux maximal journalier jusqu'au 31-12-2015	270 kg/j	40 kg/j	6 kg/j	120 kg/j
Concentrations applicables à partir du 01-01-2016	100 mg/Nm ³	10 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
Flux journalier à partir du 01-01-2016	120 kg/j	12 kg/j	6 kg/j	120 kg/j
Surveillance à partir de la date de publication de l'arrêté	En continu	En continu	Evaluation en permanence	En continu

A.1.3 – chaudière 1 fonctionnement au fuel lourd n°2 :

	NOx	SOx	Poussières	CO
Concentrations applicables jusqu'au 31-12-2015	450 mg/Nm ³	1700 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
Flux maximal journalier jusqu'au 31-12-2015	540 kg/j	2000 kg/j	60 kg/j	120 kg/j
Concentrations applicables à partir du 01-01-2016	300 mg/Nm ³	350 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³
Flux journalier à partir du 01-01-2016	360 kg/j	410 kg/j	23 kg/j	60 kg/j
Surveillance	En continu	En continu	Evaluation en permanence	En continu

A.2 – chaudière 3 fonctionnement au charbon :

A.2 – Chaudière 5 fonctionnant au charbon :				
	NOx	SOx	Poussières	CO
Concentrations applicables jusqu'au 31-12-2013	600 mg/Nm3	2000 mg/Nm3	100 mg/Nm3	300 mg/Nm3
Concentrations applicables entre le 01-01-2014 et le 31-12-2015	300 mg/Nm3		30 mg/Nm3	
Concentrations applicables à partir du 01-01-2016		400 mg/Nm3		200 mg/Nm3
Flux maximal journalier jusqu'au 31-12-2013	2000 kg/j	7500 kg/j	300 kg/j	900 kg.j
Flux journalier entre le 01-01-2014 et le 31-12-2015	900 kg/j		90 kg/j	
Flux journalier à partir du 01-01-2016		1200 kg/j		600kg/j
Surveillance à partir de la date de publication de l'arrêté	En continu	En continu	Evaluation en permanence	En continu

A.3 – chaudière 6 fonctionnement au charbon :

	NOx	SOx	Poussières	CO
Concentrations applicables jusqu'au 31-12-2015	600 mg/Nm ³	2000 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	300 mg/Nm ³
Flux maximal journalier jusqu'au 31-12-2015	1000 kg/j	3500 kg/j	170 kg/j	500 kg/j
Concentrations applicables à partir du 01-01-2016	450 mg/Nm ³	1100 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³	200 mg/Nm ³
Flux journalier à partir du 01-01-2016	780 kg/j	1900 kg/j	90 kg/j	350 kg/j
Surveillance à partir de la date de publication de l'arrêté	En continu	En continu	Evaluation en permanence	En continu

A.4 – VLE HAP et COV ensemble des chaudières :

		HAP		COV (mg/Nm³)		Dioxines / furanes	
Nom de la chaudière		Concentration (mg/Nm³)	Fréquence	Concentration (mg/Nm³)	Fréquence	Concentration (ng/Nm³)	Fréquence
Chaudière 1	gaz	/	/	110 en carbone total	mesure annuelle	/	/
Chaudière 1	Fioul	0,1	mesure annuelle (1)			/	/
Chaudière 3	Charbon					0,1	mesure annuelle
Chaudière 6	Charbon						

(1) mesure à réaliser si le combustible est utilisé dans l'année

A.5 – VLE métaux ensemble des chaudières :

Nom de la chaudière	Paramètres	Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés		Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	
	Nature du combustible utilisé	Concentration (mg/Nm ³)	Fréquence	Concentration (mg/Nm ³)	Fréquence
Chaudière 1	Fuel	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	mesure annuelle (1)	1 exprimée en (As+Se+Te)	mesure annuelle (1)
Chaudière 3	Charbon				
Chaudière 6	Charbon				

(1) mesure à réaliser si le combustible est utilisé dans l'année

	Paramètres	Plomb (Pb) et ses composés		Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	
Nom de la chaudière	Nature du combustible utilisé	Concentration (mg/Nm ³)	Fréquence	Concentration (mg/Nm ³)	Fréquence
Chaudière 1	Fuel	1 (exprimée en Pb)	mesure annuelle (1)	10 exprimée en	mesure annuelle (1)
Chaudière 3	Charbon			(Sb+Cr+Co+Cu+Sn	
Chaudière 6	Charbon			+Mn+Ni+V+Zn)	

(1) mesure à réaliser si le combustible est utilisé dans l'année

B. - INSTALLATION DE COGENERATION (GOSPEL)

B.1 – Turbine à gaz + post-combustion :

	NOx	SOx	Poussières	CO
Concentrations applicables jusqu'au 31-12-2015	60 ou 100 dans les cas cités au (2)	15	15	85
Concentrations applicables à partir du 01-01-2016	50 ou 75 dans les cas cités au (2)	10	10	85
Surveillance jusqu'au 31-12-2015	En continu	Estimation journalière (1) mesure semestrielle (3)	pas de mesure	En continu
Surveillance à partir du 01-01-2016			semestrielle	

(1) L'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

(2) Dans les cas suivants, où le rendement de la turbine à gaz est déterminé aux conditions ISO de charge de base :

- turbines à gaz utilisées dans un système de production combinée de chaleur et d'électricité d'un rendement général supérieur à 75 %;
- turbines à gaz utilisées dans des installations à cycle combiné d'un rendement électrique général annuel moyen supérieur à 55 %;
- turbines à gaz pour transmissions mécaniques.

Pour les turbines à gaz à cycle simple qui ne relèvent d'aucune des catégories mentionnées ci-dessus, mais dont le rendement - déterminé aux conditions ISO de charge de base - est supérieur à 35%, la valeur limite d'émission de NOx est de 50r/35, r étant le rendement de la turbine à gaz, aux conditions ISO de charge de base, exprimé en pourcentage.

(3) Au lieu des mesures périodiques prévues au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SOx. Ces procédures font appel aux normes CEN pertinentes ou, en l'absence de normes CEN, aux normes ISO, aux normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

C – CHAUDIERES DE SECOURS :

C.1 – chaudières 4 et 5 fonctionnement au gaz naturel :

	NOx	SOx	Poussières	CO
Concentrations applicables jusqu'au 31-12-2015	350	35	5	100
Concentrations applicables à partir du 01-01-2016	100	35	5	100
Surveillance jusqu'au 31-12-2015 à partir de la date de publication de l'arrêté	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
Surveillance à partir du 01-01-2016	Trimestrielle (1)	Semestrielle+estimation journalière (1)		

(1) Au lieu des mesures périodiques prévues au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de NOx ou de SO2. Ces procédures font appel aux normes CEN pertinentes ou, en l'absence de normes CEN, aux normes ISO, aux normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique

D – MESURES A REALISER PAR UN ORGANISME EXTERIEUR :

Nom de la chaudière	Nature du combustible	Poussières, CO NOx, SO ₂	Métaux	HAP	COV
Chaudière 1	Fioul	Mesure annuelle (1)	Mesure annuelle (1)	Mesure annuelle (1)	Mesure annuelle (1)
	Gaz naturel	Mesure annuelle	/	/	/
Chaudière 3	Charbon	Mesure annuelle	Mesure annuelle	Mesure annuelle	Mesure annuelle
Chaudière 6	Charbon	Mesure annuelle	Mesure annuelle	Mesure annuelle	Mesure annuelle
Chaudière 4	Gaz naturel	Mesure annuelle (1)	/	/	/
Chaudière 5	Gaz naturel	Mesure annuelle (1)	/	/	/
TAG	Gaz naturel	Mesure annuelle (1)	/	/	/

(1) mesure à réaliser si le combustible est utilisé dans l'année

E – FLUX ANNUEL :

Les flux exprimés dans les paragraphes E.1 et E.2 sont calculés selon les principes détaillés ci-après :

OSIRIS quantifie les flux émis par ses installations en l'absence de défaillance des installations productrice de vapeur TREDI, ANK, ...

En cas de défaillance d'un tiers produisant de la vapeur pour la plate-forme chimique, OSIRIS comptabilisera ses émissions au prorata de la puissance fournie nécessaire en l'absence de défaillance.

OSIRIS tiendra à jour un registre qui peut être informatique comportant les dates, durées et puissances appelées lors d'une défaillance d'un tiers producteur de vapeur. Il précisera aussi l'entité responsable de la perte de production vapeur.

E.1 – Flux annuel chaudière 6

Dès la mise en service de l'installation de combustion ROBIN de la société TERIS, le GIE - OSIRIS limitera ses flux annuels de polluants de la chaudière 6 aux valeurs reprises dans le tableau ci-dessous :

	NOx	SOx	Poussières
Flux annuels applicables jusqu'au 31-12-2015	70 t	285 t	21 t
Flux annuels applicables à partir du 01-01-2016	70 t	200 t	9 t

En cas de mise en service de l'installation de combustion ROBIN de la société TERIS en cours d'année, l'exploitant respectera les flux annuels d'émission au prorata de la durée annuelle de fonctionnement de ROBIN à partir de la date de mise en service de ROBIN.

E.2 – Flux annuel site

l'exploitant respectera les flux maximaux annuels suivants de polluants correspondants à la somme des flux émis par les chaudières 1, 3 et 6 :

	NOx	SOx	Poussières
Flux annuels applicables jusqu'au 31-12-2013	750 t	2000 t	45 t
Flux annuels applicables du 1 ^{er} janvier 2014 jusqu'au 31-12-2015	400 t	2000 t	45 t
Flux annuels applicables à partir du 01-01-2016	400t	600t	21t (*)

(*) La valeur de poussières en flux annuel site pourra être revue en fonction des conclusions du dossier technique relatif à la réduction des émissions de SOx de la chaudière 3.

L'annexe 11 de l'arrêté préfectoral n°2011 038-0020 du 07 février 2011 est abrogée et remplacée par l'annexe 11 suivante :

ANNEXE – 11

Appareils de capacité supérieure à 5 dm³ contenant des fluides diélectriques, caloporteurs, hydrauliques ou isolants contaminé ou susceptible d'être contaminé à plus de 50 mg/kg de PCB

Détenteur du ou des appareils :

Date de la déclaration : 14/11/2012

Nom et prénom du détenteur (personne physique) :-

Nom ou raison sociale (personne morale : administration, entreprise, association) : OSIRIS

Numéro SIRET pour les entreprises : 422 382 168 00017

Adresse précise du détenteur (numéro, rue, code postal, ville) : OSIRIS, Rue Gaston Monmousseau Roussillon, CS 50032, 38556 Saint Maurice L'Exil

Types d'appareils (1)	Emplacement de l'appareil		n° de série	Masse totale (kg)	Puissance (kVA)	Année de fabrication	Marque	Quantité fluide (kg)	Type d'installation		Test détection O/N (2)	Traitement envisagé (4)	
	n° sur le plan	Infos. complémentaires							Fixe	Mobile		Date envisagée	Type de traitement (3)
T	164	Plan joint	81091	21000	10000	1971	Metz	4900	X		63 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	64	Plan joint	83982	17500	10000	1965	SW	3800	X		69 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	179	Plan joint	D4802-01	# 500	46		Merlin Gerin	# 150	X		76 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	74	Plan joint	7513	355	25	1960	Matabon	100	X		87 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	161	Plan joint	137412 01	3830	2000	1985	France Transfo	785	X	X	98 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	175	Plan joint	8111	365	25	1963	Matabon	105	X		115 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	137	Plan joint	721075	1117	250	1972	Merlin Gerin	240	X		153 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	84	Plan joint	438609	1130	315	1977	Unelec	248	X		240 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)
T	165	Plan joint	742899	841	250	1986	Alsthom	153	X		428 mg/kg	-	A (élimination fin de vie)

Nombre total de condensateur à PCB : 0

Transformateurs PCB : 9

Autres appareils : 0

(1) T : transformateur; C : condensateur; A : autres appareils (à préciser)

(2) Test de détection permettant de déterminer la présence ou l'absence de PCB (exemples : mesure par fluorescence X ou mesure par électrode sélective aux ions chlorure). En cas de test non effectué, l'appareil devra être déclaré. La date et le type de traitement envisagé pourront être donnés ultérieurement.

(3) E : élimination, D : décontamination; A : autre (à préciser)

(4) Renseignements facultatifs pour les appareils de capacité supérieure à 5 dm³ contenant des fluides diélectriques, caloporteurs, hydrauliques ou isolants contaminés ou susceptibles d'être contaminés entre 50 et 500 ppm de PCB.

ARTICLE 10 - Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

ARTICLE 11 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 - Conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 13 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation

ARTICLE 14 – Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de Salaise sur Sanne et publié sur le site Internet de la préfecture de l'Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 15 – En application de l'article L 514-6 et R.514-3.1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification
- part par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 16 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 17 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de Vienne, le Maire de Salaise sur Sanne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OSIRIS GIE.

Fait à Grenoble, le 25 JAN. 2013
Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT